

LA LETTRE

DE LA

COOPERATION DECENTRALISEE


cités unies
France

Mai 2008

SOMMAIRE

EDITORIAL.....	4
L'INTERVIEW DU MOIS	5
LES PARTENAIRES DE CUF	7
AFRIQUE	9
AMERIQUE LATINE ET CARAÏBES	15
ASIE.....	17
EUROPE.....	18
MEDITERRANEE	24
TOURISME RESPONSABLE	31
UNION EUROPEENNE.....	32
LES JOURNEES DE LA COOPERATION DECENTRALISEE.....	34
CGLU.....	35
ACTUALITE.....	36
AGENDA	37
PUBLICATIONS	41

Après les élections municipales et cantonales, l'équipe de Cités Unies France s'efforce de mettre à jour l'ensemble de la base de données et des différentes listes de diffusion, au fur et à mesure que les collectivités communiquent les noms et coordonnées des nouvelles équipes – élus, personnels et parfois comités de jumelage. Nous vous prions de vérifier la réception effective de nos informations aux personnes concernées, de nous signaler toute erreur ou omission... et vous remercions par avance pour votre coopération et votre indulgence.

Pour plus d'informations, merci de contacter : Thi Tho Plattier
Courriel : t.plattier@cites-unies-france.org

LE NOUVEAU SITE WEB DE CITÉS UNIES FRANCE
EST EN LIGNE DEPUIS LE 25 FÉVRIER 2008 !

N'HÉSITEZ PAS À LE VISITER :

www.cites-unies-france.org

EDITORIAL

La Diplomatie des Villes

Les 11, 12 et 13 juin se déroulera à la Haye, la première Conférence Mondiale sur la diplomatie des villes, dans le cadre de la Commission de CGLU portant sur ce thème, qui est présidée par le maire de La Haye.

Cette conférence est importante. Elle consacre une idée ancienne qui fut portée dès l'origine des jumelages par la Fédération Mondiale des Villes Jumelées puis par la Fédération Mondiale des Cités Unies. Plus qu'une volonté de coopération technique, les jumelages ont manifesté une volonté politique de relier les populations indépendamment des tensions entre Etats.

Cela a joué pour les collectivités locales françaises de l'après guerre en direction de l'Allemagne comme vers les collectivités situées au-delà du rideau de fer ou vers une Afrique en cours de décolonisation.

Ces jumelages renvoyaient à une vision de construction patiente de liens entre populations et entre territoires dans un objectif global de paix et de solidarité.

L'importance exceptionnelle, prise en France par les actions humanitaires, a concentré l'attention sur le rôle des ONG dans les pays victimes de guerre, de catastrophe naturelle ou de crises diverses. Le couple journaliste/humanitaire a fini par imposer l'idée qu'à la diplomatie des Etats, ne pouvait s'opposer que celle des ONG construisant ainsi la diplomatie de la société civile.

Ceci n'épuise pas le sujet, loin de là. Le moment est venu d'analyser et de valoriser ce que une diplomatie des collectivités locales peut avoir de spécifique.

Quelques idées simples. Tout d'abord les collectivités locales sont mal adaptées à l'humanitaire d'urgence. Les règles de procédures comptables : les processus de décision les poussent à subventionner les ONG spécialisées plutôt qu'à agir en direct.

La loi Thiollière a levé l'hypothèque juridique en autorisant le financement de l'urgence lors de tout cadre conventionnel, mais cela ne règle pas la question de fond.

Deuxième idée : les collectivités locales du Sud sont le plus souvent en première ligne lors des conflits et des catastrophes. C'est vers elles que se tournent les populations *a fortiori* lorsque les Etats sont défaillants.

Elles font logiquement appel à leurs homologues du Nord et elles le feront de plus en plus. Cités Unies France est ainsi associé à de telles démarches en Palestine, en Côte d'Ivoire ou en Haïti.

Il y a là, avec le suivi des élections locales, une activité à développer. Elle concerne la « post-crise » et la reconstruction des pays à partir des institutions locales. L'exemple de l'initiative pour la reconstruction des villes libanaises lancée par CUF et par Lyon montre une piste possible.

Tout ceci dépasse la stricte coopération décentralisée. La gestion de l'après-crise par les collectivités suppose des décisions collectives et une mutualisation des moyens. Cela passe par la montée en puissance des réseaux qu'il s'agisse de CUF, de CGLU ou de coalitions ad hoc créés pour tel ou tel événement.

La mise en ouvre est lente. Elle ne suffira pas à créer une diplomatie « non étatique » des collectivités locales.

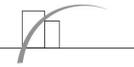
Il manque en effet ce que les grandes ONG multinationales ont su mettre en place depuis une trentaine d'années à savoir la capacité à peser sur les grands choix des Etats ou des organismes multilatéraux, l'« advocacy ».

Ceci concerne la lutte contre la pauvreté, la dette, les problèmes des changements climatiques, les atteintes à l'environnement mais aussi la question des droits de l'homme. Ce sont autant de sujets qui ont été conceptualisés, mis en forme et auxquels des solutions ont été proposées par le monde associatif. L'Union Européenne, le G8, les grandes conférences des Nations Unies, l'OMC sont de plus en plus soumis aux pressions des ONG qui souvent dictent l'agenda.

Cette fonction réclame une capacité collective d'analyse et de réflexion que n'ont pas vraiment, à ce jour, les collectivités locales.

Ce rôle doit être joué par CGLU. Il exige une grande réactivité ainsi qu'une production intellectuelle continue. Pour sa part, CUF va bientôt publier les « cahiers de la coopération décentralisée » dont l'objet sera justement de faire émerger les idées et d'apporter des réponses.

Il est urgent que les collectivités deviennent force de propositions sur les grands sujets. Il faut se féliciter de ce que la réunion de la Haye ouvre le débat sur la diplomatie des villes.



Les Sociétés d'économie mixte (Sem) deviennent les Entreprises publiques locales (Epl). Les Epl s'intéressent à l'international

Interview auprès du président de la Fédération des Entreprises Publiques Locales (Epl) (appelée précédemment la Fédération des Sociétés d'Economie Mixtes (Sem), **M. Jean-Pierre Schosteck**

CUF : Qu'est ce qu'une Entreprise Publique Locale (Epl)? Quelle place occupent-elles dans le paysage institutionnel français ?

J.P. Schosteck : Les Entreprises publiques locales (Epl) sont des entreprises, des sociétés anonymes précisément, créées par les collectivités territoriales pour assurer des missions d'intérêt général sur un territoire donné. Elles sont présentes partout en Europe, puisque la Fédération des Epl en recense 16 000 dans les 27 pays de l'Union, lesquelles emploient 1,1 million de personnes et génèrent 140 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Quant aux 1 117 Epl françaises, elles se répartissent en deux branches : les Sociétés d'économie mixte (Sem), dans lesquelles les collectivités territoriales majoritaires sont associées à des actionnaires privés, et les Sociétés publiques locales (Spl), détenues à 100 % par les collectivités et dont le champ d'action est pour l'heure limité à l'aménagement. Ces dernières ont été initiées en juillet 2006 par le législateur. Il en existe deux et une dizaine d'autres est en cours de création.

Les Entreprises publiques locales apportent aux collectivités et aux services publics locaux une culture d'entreprise, une transparence de gestion, la garantie d'un contrôle effectif des élus et donc des citoyens, ainsi qu'une vision à long terme.

Une Entreprise publique locale est ancrée dans un territoire dont elle connaît parfaitement les enjeux, ses actionnaires sont identifiables et ses ressources ne sont pas délocalisables. L'attention qu'elles portent au développement durable et solidaire des territoires est également une de leurs valeurs fortes.

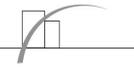
Les Epl interviennent dans divers domaines d'activité d'intérêt général : aménagement, développement économique, immobilier (logement social notamment), exploitation d'équipements publics et de services publics.

CUF : Qu'est ce que la Fédération des Epl ?

La Fédération vient d'annoncer sa nouvelle identité. Que signifie ce changement ?

J.P. Schosteck : La Fédération des Entreprises publiques locales est l'unique représentante des 1117 Sem et Spl françaises. C'est une fédération d'élus locaux dont l'objectif premier est de promouvoir les Epl auprès des pouvoirs publics, des collectivités locales et de leurs partenaires aux plans régional, national et européen. Par ailleurs, elle anime des réseaux professionnels et s'efforce de renforcer la performance des Epl en mettant à leur disposition un ensemble de services comme la veille juridique, la formation et l'appui au management.

Nous sommes passé de « Fédération des Sem » à « Fédération des Epl » pour deux raisons. Nous souhaitons tout d'abord associer les Sem et les Spl au sein d'un même mouvement et construire un mouvement capable de proposer toute une gamme de solutions aux élus locaux allant du partenariat public privé sous forme de Sem jusqu'à la Spl à 100% publique. Nous souhaitons également renforcer notre lien avec les 16 000 entreprises publiques locales européennes avec lesquelles nous partageons des valeurs et un destin. Nos divers travaux et échanges menés avec nos homologues européens nous ont conduits à nous mettre en cohérence avec nos voisins.



*CUF : Quels sont les atouts des Epl pour s'engager à l'international ?
Aujourd'hui, quelles bonnes pratiques peut-on déjà identifier en matière d'engagement international ?*

Qu'attendez vous d'un guide « Sem et coopération internationale » ?

J.P. Schosteck : L'action internationale est plus du ressort des Sem que des Spl puisque ces dernières ne peuvent travailler que sur le territoire de leurs collectivités actionnaires. Si les Sem ont elles aussi vocation à intervenir sur leur territoire d'implantation, elles peuvent, comme toutes les entreprises, être amenées à développer leur activité sur d'autres territoires. En leur qualité d'outil de la collectivité, elles peuvent en outre travailler à l'international, pour le compte de leur actionnaire majoritaire, dans le cadre de la coopération décentralisée.

A ce jour, les expériences internationales restent marginales. Nous en avons néanmoins identifiés quelques unes :

- certaines Sem à l'activité très spécialisée exportent leurs compétences à l'étranger. C'est le cas de Gertrude Saem à Bordeaux, spécialiste de l'ingénierie des déplacements, qui crée des systèmes de régulation du trafic urbain, fait du consulting et travaille avec des villes du monde entier (Monterrey au Mexique, Posadas en Argentine, ou encore Pékin en Chine) ;
- autre cas, celui de Sem menant, pour leur propre compte, quelques projets de solidarité internationale liés à une volonté de mettre à disposition leur savoir-faire. Citons la Semea, gestionnaire du service de l'eau de l'agglomération d'Angoulême, qui a réalisé trois puits au Burkina Faso en 2007, dans le cadre d'un projet porté par l'ONG Eau Vive et associant la Communauté d'agglomération du Grand Angoulême. Cette activité reste marginale, et doit faire l'objet d'une validation par le conseil d'administration, voire obtenir l'aval de la collectivité.

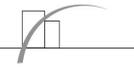
Avec ce guide « Sem et coopération internationale » nous souhaitons justement favoriser l'intervention des Sem comme outil de mise en œuvre des politiques de coopération décentralisée des collectivités territoriales. Attention, cela ne signifie pas que nous envisageons la création de Sem dédiées à ces activités, qui sont tout de même éloignées du but premier de l'économie mixte. Mais nous souhaitons informer les Sem et les collectivités de cette possibilité d'intégrer une Sem existante à un projet de coopération, lorsque le projet s'inscrit dans les compétences de la Sem et qu'elle a une vraie expertise à apporter.

Nous attendons donc de ce guide qu'il promulgue des conseils et préconisations sur le cadre de réalisation de ses missions : encadrement juridique et réglementaire de l'action internationale des Sem, croisé avec le contexte juridique de la coopération décentralisée, accès aux financements, liste des références, expériences et bonnes pratiques...

CUF : Pourquoi souhaitez vous que la Fédération des Epl et Cités Unies France signent ensemble une convention ?

Cités Unies France et la Fédération des Epl travaillent toutes deux avec les collectivités territoriales. Nous partageons des valeurs communes telles que la promotion de la décentralisation, la liberté de choix et d'action des collectivités ou encore l'échelle locale comme lieu privilégié de décision et d'intervention.

Nous pouvons, pour une petite partie de notre activité, travailler ensemble sur des problématiques communes et réunir notre expertise. Le guide « Sem et coopération internationale » sera le premier fruit de notre partenariat, et je souhaite qu'il se poursuive, ensuite, sur d'autres projets.



L'Agence française de Développement et la coopération décentralisée : résultats d'une rencontre.

Le 15 avril dernier, Charles Josselin, président de Cités Unies France a rencontré Jean-Michel Severino, directeur général de l'AFD, pour faire le point sur la mise en œuvre du protocole d'accord signé, le 3 janvier 2006.

Ces dernières années ont vu le rôle sans cesse accru de l'Agence dans la coopération et l'aide publique au développement. Ceci a amené l'AFD à développer ses relations avec les collectivités territoriales françaises.

C'est pourquoi la première étape de la mise en œuvre du protocole d'accord a été de capitaliser les collaborations existantes entre l'AFD et les collectivités locales françaises. Une étude a été réalisée, avec une forte implication d'une douzaine de collectivités territoriales françaises voire leurs partenaires. Restituée en juin dernier, elle vient d'être publiée, intitulée « Enseignement des partenariats AFD / collectivités territoriales françaises », sous double en-tête « CUF-AFD » dans la nouvelle collection de l'AFD, « Savoirs communs ». (Pour commander cette publication, merci de prendre contact avec Katarina Fotic, peco@cites-unies-france.org.)

La question clef, évoquée par Charles Josselin, est de voir de quelles façons l'AFD pourra, dans ses stratégies et activités, se rapprocher de la coopération décentralisée et y apporter un soutien. Formulée plus crûment : l'AFD, va t'elle cofinancer des projets de coopération décentralisée, y compris des projets de taille plus réduite ?

Récemment, l'agence a signé un certain nombre de conventions de partenariat avec des grosses collectivités territoriales, notamment, métropoles et régions voire avec des fédérations nationales, comme l'Assemblée des Départements de France.

Jean-Michel Severino a précisé que si, dans le cadre de RGPP, le Délégué pour l'Action extérieure des collectivités territoriales (DAECL) devrait poursuivre ses appels à projet, l'AFD a vocation à lancer des appels à propositions sur des sujets non couverts par les appels à projets de la DAECL.

A ce jour, l'instrument financier de l'AFD pour ce faire, est la facilité qui permet de financer directement des projets de coopération décentralisée. Des tels appels à projets existent déjà pour les ONG. Le premier du genre concernera l'Afghanistan (ONG et collectivités territoriales) ; une deuxième facilité devrait être lancée sur la Turquie, avant fin 2008.

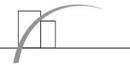
Les thématiques, envisagées par l'AFD pour de telles facilités sont, par exemple, la gestion des déchets, les transports urbains et le patrimoine naturel et bâti.

Il s'agit d'enveloppes assez conséquentes (2 à 3 millions d'Euros sur un thème ou pays). Environ 3 à 4 candidats sont, in fine, retenus. Les projets, trisannuels, portent sur 300 000 Euros minimum.

Charles Josselin a fait valoir que le constat s'impose que ce mécanisme ne répond qu'imparfaitement à la coopération décentralisée, telle qu'elle existe aujourd'hui.

C'est pourquoi Cités Unies France propose à l'AFD de soutenir des projets concertés ou mutualisés, capables de créer une « masse critique ». Un certain nombre collectivités territoriales françaises décide, sur une base volontaire, de mettre en commun une partie de leurs fonds, pour mener un programme défini en commun. Cette démarche permettrait à l'AFD de soutenir aussi des collectivités de taille plus réduite.

Cette proposition est basée sur des expériences concluantes et évaluées, co-financées par le ministère des Affaires étrangères et européennes.



Le directeur général de l'AFD a donné son accord pour l'approfondir.

Il paraît également essentiel de créer les mécanismes permettant les collectivités territoriales françaises d'être associées à la définition même des politiques et programmes de l'Agence.

Dans cette perspective, le directeur général de l'AFD a annoncé la consultation sur ses Cadres d'intervention sectoriels (CIS). Une première consultation sera organisée, très prochainement, sur le CIS « *collectivités locales et développement urbain* ». M. Severino propose que Cités Unies France contribue à organiser cet exercice.

Enfin, un guide sur la coopération entre collectivités locales et l'AFD est en voie de finalisation.

Le président a souligné que le bureau exécutif de Cités Unies France, où sont également représentées les grandes fédérations de collectivités territoriales, continuera à suivre ces évolutions de très près.

Pour plus d'informations : Astrid Frey (a.frey@cites-unies-france.org) et Nicolas Wit (n.wit@cites-unies-france.org)



ACTUALITÉS BÉNIN

Elections municipales

Près de quatre millions de Béninois se sont rendus aux urnes dimanche 20 avril pour les élections municipales et communales. 20 060 candidats s'étaient présentés pour 1 435 sièges à pourvoir dans les 77 communes du pays.

Le Président de la République a déploré la mauvaise organisation du scrutin (retard dans l'ouverture de certains bureaux de vote, matériel de vote indisponible, irrégularités de certains bulletins de vote, etc.), et a annoncé sa volonté de « mettre en œuvre dans les jours à venir des réformes institutionnelles et politiques pour que cela ne se répète plus ».

D'autre part, les associations féminines ont noté qu'une fois de plus les femmes ont été écartées des listes de candidature alors que les dirigeants politiques avaient promis une évolution de la situation pour un meilleur positionnement des femmes en politique.

www.allafrica.com

Coopération et développement

Le Ministre béninois de l'Economie et des Finances, M. Soulé Mana Lawani, a signé le 18 avril un accord de financement commun de 50 milliards de FCFA (soit 76,22 millions d'euros) avec cinq partenaires du développement du pays : Danemark, France, Allemagne, Pays-Bas, Banque Mondiale. Ce soutien financier contribuera au renforcement de l'enseignement maternel et primaire et au renforcement de l'alphabétisation.

Un deuxième volet a été signé, portant sur l'accord de don du Fonds catalytique de l'initiative Fast Track en faveur de l'éducation pour tous et sur un montant de 34 milliards de FCFA (soit 76,1 millions de dollars) sur la période 2008-2010. Ces mesures s'inscrivent dans l'effort d'harmonisation de l'aide, réalisé par les partenaires du Bénin, afin de faciliter la mise en œuvre du plan de développement de l'éducation au Bénin pour la période 2006-2015.

(Source : Ambassade de France :

http://www.ambafrance-bj.org/article.php3?id_article=608)

BURKINA FASO

Président du groupe-pays : Michel Roux, Chambéry

Réunion de la cellule d'animation

La prochaine réunion de la cellule d'animation du groupe-pays Burkina Faso aura lieu le vendredi 16 mai de 14h30 à 17h à Cités Unies France – et non le matin comme indiqué dans le précédent numéro de La Lettre.

Cette réunion permettra :

- d'engager la mise en œuvre des recommandations des assises de Ouagadougou en décembre 2007, démarche initiée parallèlement au Burkina Faso comme indiqué par le Ministre chargé des collectivités locales, M. Soungalo Ouattara, en visite officielle à Cités Unies France le 8 avril dernier ;
- de préparer la journée du 13 juin destinée aux nouvelles équipes des collectivités en charge de la coopération décentralisée avec le Burkina Faso ;
- de préparer les journées annuelles du groupe-pays, les vendredi 3 & samedi 4 octobre 2008.

Pour plus d'information : Constance Koukoui, chargée de mission

Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org



Agenda

Plusieurs moments de rencontres sont proposés aux membres du groupe-pays en 2008 par l'Ambassade du Burkina Faso à Paris. Le **samedi 17 mai 2008, de 11h à 14h, à l'Ambassade du Burkina Faso** aura lieu la **11ème Journée annuelle de la Coopération décentralisée**, organisée par l'Ambassade du Burkina Faso avec pour thème : "Place et rôle de la femme dans le processus de décentralisation et de la coopération décentralisée au Burkina Faso".

Pour plus d'informations, merci de contacter directement : M. Dramane Millogo, Mme Blandine N'Do ou M. Apollinaire Baghnyan à l'Ambassade (tél. : 01 43 59 90 63 – fax : 01 42 56 50 07).

ACTUALITES BURKINA FASO

Un programme d'approvisionnement en eau potable et assainissement au profit des populations rurales a été lancé au Burkina Faso. Il est financé par la Banque Mondiale, la Banque africaine de développement, l'Agence française de Développement, les Pays-Bas, ainsi que par le gouvernement burkinabé et d'autres bailleurs de fonds. Ce programme prévoit la construction de 17.290 nouveaux points d'eau modernes, 520 adductions d'eau potable simplifiées, 92 nouveaux forages à grand débit, 3.000 kilomètres d'extension de réseaux, quatre stations de pompage et de traitement d'eau de surface, 320 châteaux d'eau, 1.000 bornes-fontaines, et 18.000 branchements particuliers ainsi que 40.000 latrines familiales et 12.000 latrines publiques.

L'ensemble de ces installations permettra d'améliorer les conditions de vie et les conditions sanitaires de la population.

Face à l'augmentation du coût de la vie, les syndicats burkinabés ont appelé les travailleurs du pays à une grève générale les 8 et 9 avril, afin de manifester leur mécontentement. Le président des centrales syndicales se dit très satisfait de l'importante mobilisation et de l'impact médiatique de l'événement. Le gouvernement est, quant à lui, prêt à rechercher des solutions pour sortir de la crise. Des mesures ont été proposées comme la suspension des droits de douane et des taxes sur les produits de première nécessité.

(Source : www.jeuneafrique.com)

CONGO BRAZZAVILLE

M. Charles Josselin a reçu, mercredi 16 avril 2008 au Sénat, une délégation congolaise conduite par Mme Moundele Ngollo, Ministre du Commerce, de la Consommation et des Approvisionnements au Congo.

Mme la Ministre souhaitait bénéficier d'expertises et de conseils, ainsi que d'un appui matériel et financier afin de développer et de dynamiser le secteur de l'artisanat et des PME au Congo.

Cette rencontre a permis à M. Josselin d'évoquer le rôle de Cités Unies France (CUF) en matière de coopération décentralisée. Le président de Cités Unies France a par ailleurs invité les membres de la délégation à rechercher du côté des collectivités françaises celles qui seraient éventuellement intéressées par un partenariat avec des collectivités congolaises. Assiba Abbaci, pôle Afrique, Cités Unies France



GUINÉE CONAKRY

Programme concerté Pluri-acteurs (PCPA)

La réunion du Programme concerté Pluri-acteurs Guinée qui s'est tenue le **17 avril 2008**, dans les locaux de l'ONG « Aide et Action », a permis de faire le point sur l'Assemblée Générale du qui a eu lieu dans ce pays du 2 au 4 avril 2008. Ce programme a été mis en place autour de trois grands axes : le renforcement des capacités des organisations de la société civile, la jeunesse et le plaidoyer.

Les participants ont souligné la bonne organisation de l'événement, mais certains ont regretté le peu de temps consacré à des thèmes importants lors des ateliers de travail (la corruption, etc.). La réunion a également permis de réfléchir sur différentes thématiques liées au plaidoyer : la dette, le foncier, l'environnement minier, la corruption.

Une des prochaines étapes du PCPA sera la mise en place d'un manuel de procédures.

À l'occasion de la venue, en juin prochain de M. Aboubacar Max Camara, secrétaire permanent de l'Association des Maires de Guinée et de l'Association des Présidents des communautés rurales, une rencontre sera organisée avec les représentants des collectivités françaises intervenant en Guinée afin de renforcer les liens entre les autorités locales des deux pays.

Pour plus d'informations : Astrid Frey, tel. +33 (0)1 53 41 81 96 ; courriel : a.frey@cites-unies-france.org

MALI

Président : Guy-Michel Chauveau, maire de La Flèche

Réunion du groupe-pays Mali, le 26 juin 2008

Le groupe-pays Mali de Cités Unies France se réunira le jeudi 26 juin en vue d'identifier les attentes de ses membres en cette nouvelle mandature, de déterminer le contenu et le calendrier des activités du groupe-pays, en lien avec le Forum International du Tourisme Solidaire, les Journées annuelles des communes du Mali, le Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France, ainsi que les interlocuteurs habituels de la coopération décentralisée franco-malienne au Mali.

Pour plus d'informations : Constance Koukouï, chargée de mission
Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS MALI :

Du 24 au 28 avril 2008 s'est tenu à la Bourse de Commerce de Paris, le « Salon professionnel Savoirs, saveurs & sons du Mali, Dynamiques de co-développement Mali/France », organisé par la Maison de l'Afrique, la SERIM et l'association Au Fil du Monde.

Le salon a proposé un espace d'échanges entre entrepreneurs français et maliens, dans le but de promouvoir le développement des petites et moyennes entreprises au Mali, l'une des clés pour l'avenir de ce pays.

Pour plus d'informations : « Au Fil du Monde » :

Courriel : contact@salonmalifrance.com

Site Internet : <http://salonmalifrance.com/page3.html>



ACTUALITÉS MAURITANIE

Suite à la mort de touristes français dans la région d'Aleg, les autorités françaises avaient fortement déconseillé à leurs ressortissants de se rendre en Mauritanie. À l'heure actuelle, le quai d'Orsay considère que la destination ne présente plus de risques. Ceci étant, la saison touristique s'achevant à la fin du mois de mars dans cette région, les Mauritaniens déplorent une baisse de la fréquentation, fait sans précédent pour le pays.

(Source : www.afrik.com)

NIGER

Président p.i. : André Bussery, maire honoraire de Juvisy-sur-Orge

Programme concerté « Aniya »

Le programme concerté « Aniya », mis en place en 2003, à l'initiative de Cités Unies France avec l'appui du ministère français des Affaires étrangères, renouvelé en 2006, pour promouvoir la coopération décentralisée entre collectivités nigériennes et françaises et soutenir la décentralisation au Niger, envisage d'organiser une troisième rencontre des collectivités nigéro-françaises en France, en novembre 2008. Cette rencontre sera l'occasion de dresser un bilan de ce dispositif qui regroupe ; à ce jour, une quinzaine de partenariats, dont la Communauté de Communes de Faucigny les Glières (Haute Savoie) qui joue le rôle en France de « chef de file ».

Pour plus d'informations : Constance Koukoui, chargée de mission

Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

Site Internet du programme « Aniya » : www.france-niger.com

ACTUALITÉS NIGER

La ville de Niamey accueillera les premiers jeux de la Communauté des États sahélo sahariens (CEN-SAD), en février 2009. M. Seydou, président de la conférence des ministres de l'organisation et ministre des sports du Niger, a affirmé que son pays « ne ménagera aucun effort pour que cette première édition soit à la hauteur des attentes des pays membres de la CEN-SAD ». Le budget de ces jeux sera adopté prochainement.

Le Niger est frappé par une épidémie de méningite, qui a déjà fait 61 morts sur 1.110 cas recensés. Le gouvernement a précisé dans un communiqué « qu'un plan de gestion des épidémies a été élaboré et adopté. Les actions entreprises sont financées par l'État et ses partenaires, notamment l'OMS et l'UNICEF ».

(Source : www.jeuneafrique.com)

En visite en France, le porte-parole du gouvernement nigérien a donné une conférence de presse le jeudi 17 avril 2008 (...), durant laquelle ont été évoqués notamment le conflit touareg ou la crise alimentaire.

Concernant le conflit touareg, le porte-parole a tenu à préciser que le gouvernement entendait maintenir une position ferme sur la question et qu'il ne souhaitait aucune ingérence étrangère. D'autre part, M. Mohamed Ben Omar a souligné que son pays n'était pas concerné par la crise alimentaire qui touche de très nombreux pays à travers le monde, compte tenu des mesures préventives qui ont été prises en 2005 à la suite d'un événement similaire.

(Source : www.afrik.com)



SÉNÉGAL

Présidente : Janine Planer, Bouguenais

Suites de la mission de Cités Unies France au Sénégal

La mission au Sénégal du Directeur général de Cités Unies France, Bertrand Gallet, du 24 au 27 février 2008, et la réunion de la cellule d'animation du groupe-pays du 3 avril 2008, ont permis de clore le bilan de l'action du groupe-pays Sénégal avec les collectivités françaises membres, leurs partenaires sénégalaises et les interlocuteurs institutionnels de la coopération décentralisée, durant les six dernières années. Des pistes de travail et d'actions pour la nouvelle mandature ont été dégagées ; elles feront l'objet d'une prochaine réunion du groupe-pays Sénégal, le vendredi 27 juin 2008 au matin. Cette rencontre sera suivie d'une réunion du groupe Casamance, le même jour.

Lancement du Fonds Social de Développement de la Casamance, 25 mars à Dakar :

Axé sur le développement économique local, ce FSD vise à contribuer à créer des perspectives plus favorables pour l'emploi des jeunes et l'intégration socio-économique des personnes affectées par le conflit, en apportant un soutien aux initiatives de la société civile et des collectivités locales dans le processus de reconstruction et de désenclavement de la région de Ziguinchor.

Pour ce faire, ce FSD soutiendra des filières porteuses pour le développement de la Casamance, en particulier : le tourisme solidaire, la valorisation des ressources naturelles, la promotion du commerce équitable, dans une perspective de développement durable et dans une logique de développement des territoires et de protection des patrimoines locaux.

Le FSD Casamance vient compléter les interventions de la Coopération française engagées depuis plusieurs années dans cette région et renforce l'appui à la coopération non gouvernementale franco-sénégalaise (Appuis aux ONG, Coopération décentralisée, Co-développement). Par ailleurs, un effort particulier sera développé pour encourager la mise en place de partenariats avec les autres intervenants de la coopération locale et internationale. Il peut aussi représenter une opportunité supplémentaire pour renforcer les actions de la coopération décentralisée sur la région de Ziguinchor.

Ce projet, d'un montant de 650 millions de FCFA, sera mis en œuvre sur la période 2008-2011.

L'ensemble des documents disponibles pour soumettre des micro-projets au FSD-Casamance seront mis en ligne sur le site de l'Ambassade de France au Sénégal.

Pour plus d'informations :

- Géraldine Tardivel, Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France

Courriel : geraldine.tardivel@diplomatie.gouv.fr

- Constance Koukoui, chargée de mission à Cités Unies France

Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org



ACTUALITÉS SÉNÉGAL

La commune de Kahone a bénéficié d'un don en matériels, dont une ambulance médicalisée et des ordinateurs, en provenance de Milan, Brescia et Manzat. Cet événement a été l'occasion pour le maire de la localité de saluer le dynamisme de la coopération décentralisée.

La mise en œuvre du projet d'Accès à l'eau potable et assainissement (Agepa), initié par le Groupe de Recherche pour le Développement Durable (GRDR) pour une durée de trois ans (2007-2010), dans les départements de Bakel et de Kanel est en cours. Il a été lancé à la suite d'un appel d'offre de l'Union européenne (UE) et est co-financé par la Commission de l'UE, l'Agence française de Développement (AFD), l'Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP) et par les cinq communautés rurales concernées par le projet.

L'objectif étant de faire en sorte que les communautés rurales de Gabou, Moudéry, Orkediéré, Aouré, et Bokiladji, puissent avoir accès à une eau potable respectant les normes de consommation requises, et à un système d'assainissement en respect de la santé humaine.

(Source : www.allafrica.com)

TOGO

Président : Norbert Bealu, Bressuire

Réunion du groupe-pays Togo

Une prochaine réunion du groupe-pays Togo fera état des actions réalisées dans le cadre du « Programme concerté de promotion et de renforcement de la coopération décentralisée franco-togolaise », mis en place en 2006 avec 14 partenariats, l'appui du Ministère français des Affaires étrangères, du Conseil général des Deux-Sèvres et de Cités Unies France. En particulier, une restitution sera faite d'un séminaire d'information et de formation organisé au premier trimestre.

Pour plus d'informations : Constance Koukoui, chargée de mission

Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS TOGO

Washington a validé l'adhésion du Togo à l'AGOA (African Growth and Opportunity Act), qui permet l'exonération de taxes, pour certaines marchandises fabriquées en Afrique, lors de leur arrivée sur le territoire américain. Ce système permet aux pays africains d'augmenter de manière non négligeable le volume de leurs exportations.

Source : www.allafrica.com

Le Togo a organisé la première foire artisanale du pays, le samedi 12 avril, regroupant des artisans venus du Burkina Faso, du Bénin, du Ghana, de la Côte d'Ivoire et du Togo. Cet événement était placé sous le thème de l'« innovation et la commercialisation des produits artisanaux ».

Suite aux troubles qui ont touché l'Université de Kara en marge d'une manifestation étudiante, (qui réclamaient, entre autre, la réduction des frais d'inscription, l'équipement de la bibliothèque, la construction d'un restaurant, etc.), du 17 avril 2008, le gouvernement a décidé la fermeture de la Faculté « jusqu'à nouvel ordre ».

ARGENTINE

Premier forum franco-argentin de la coopération décentralisée

Bien que l'Argentine soit un pays porteur de vrais enjeux, on déplore, malgré des liens historiques et culturels forts entre les deux pays, une présence faible des collectivités françaises.

Aussi, Cités Unies France en partenariat avec l'Observatoire des Changements en Amérique Latine (LOCAL), et avec le soutien du Ministère des Affaires étrangères et européennes, propose d'organiser une première rencontre en Argentine, début décembre 2008.

En collaboration avec le ministère des Affaires étrangères, ainsi que celui du Développement social argentins et les collectivités argentines, en particulier la province de Buenos Aires, ces premières rencontres permettront de mieux cerner l'organisation locale des deux pays, les perspectives de coopération possible, en approfondissant des pistes comme le développement durable urbain, la mise en valeur du patrimoine, le développement des aires protégées sur la base de notre expérience des Parcs Naturels Régionaux, la coopération économique et universitaire mais aussi le thème de l'intercommunalité.

Une réunion d'information aura lieu le mercredi 4 juin 2008 au ministère des Affaires Etrangères, 57 boulevard des Invalides, 75007 Paris.

Pour plus d'informations : Felicia Medina, chargée de mission
Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

BRESIL

Président du groupe-pays Brésil : Michel Vauzelle, président de la région Provence Alpes Côte d'Azur

Réunion d'installation du comité d'organisation des troisièmes rencontres de la coopération décentralisée franco-brésilienne

À l'issue des deuxièmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-brésilienne qui ont eu lieu les 12, 13 et 14 novembre 2007 à Belo Horizonte, la région Rhône-Alpes s'est proposée d'accueillir les troisièmes rencontres en 2009.

Le président du Comité d'organisation de ces troisièmes rencontres, M. Jean Besson, vice-président de la Région Rhône-Alpes, délégué aux Affaires européennes et aux Relations internationales, sénateur de la Drôme, présidera la première réunion qui aura lieu **le 29 avril 2008 de 14h30 à 16h30 à Cités Unies France.**

Pour plus d'informations : Felicia Medina, chargée de mission
Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

CARAÏBES

Président du groupe-pays Caraïbes : Charles Josselin, président de Cités Unies France

Réunion sur Haïti, le jeudi 22 mai 2008, de 10h00 à 12h00, à l'Antenne des Côtes d'Armor, 2 bd Raspail, 75007 Paris

Pour plus d'informations : Felicia Medina, chargée de mission
Courriel : f.medina@cites-unies-france.org



Union Européenne - Amérique latine

L'Observatoire de la Coopération décentralisée UE-AL organise la IIIème conférence annuelle de l'Observatoire « **Unir les efforts pour la Coopération Décentralisée, articulation et coordination entre acteurs** », qui se réalisera à Barcelone **du 26 au 28 mai 2008**.

Le directeur de Cités Unies France et la responsable du pôle Amérique latine participeront à cette conférence.

Pour plus d'informations : <http://www.observ-ocd.or/>



Recensement des bureaux de représentation ou des correspondants des collectivités territoriales françaises en Asie, par Cités Unies France

Dans le cadre de ses missions de coordination, de mutualisation de l'information et d'appui aux collectivités locales soucieuses de s'engager à l'international, Cités Unies France a recensé, au cours de mois de mars 2008, les collectivités territoriales françaises ayant un bureau de représentation ou un correspondant en Chine et/ou au Vietnam.

Vous retrouverez ce recensement sur le site Internet de Cités Unies France :
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article48>

Pour plus d'informations : Hélène Migot, chargée de mission Europe/Asie
Courriel : h.migot@cites-unies-france.org

CHINE

Mise en œuvre de l'accord de coopération franco-chinois dans le domaine du développement urbain durable

Le 26 novembre 2007, le ministre de la construction chinois et le ministre d'Etat de l'écologie, de l'aménagement et du développement durables français ont signé un accord de coopération dans le domaine du développement urbain durable.

Trois groupes de travail, auxquels les collectivités territoriales françaises sont associées, ont été ou vont être mis en place :

- « Mobilité » (transports, urbanisme)
- « Habitat-construction » (sciences et techniques de la construction)
- « Eau, assainissement et traitement des déchets ».

La deuxième réunion du Groupe "Mobilité" a eu lieu le 29 avril 2008. La première réunion du Groupe "Eau, assainissement et traitement des déchets" a eu lieu le 25 avril 2008.

Vous retrouverez plus d'informations sur le site Internet de Cités Unies France :
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article168>

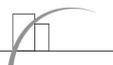
Pour plus d'informations, merci de contacter Hélène Migot, chargée de mission Europe/Asie
Courriel : h.migot@cites-unies-france.org

Prochaine réunion PEXE Chine dans les locaux d'Ubifrance : 20 mai 2008

Bertrand Gallet, Directeur général de Cités Unies France, présentera, à l'occasion de la prochaine réunion PEXE Chine l'action des collectivités territoriales françaises en Chine.

Vous retrouverez plus d'informations sur le site Internet de Cités Unies France :
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article485>

Pour plus d'informations, merci de contacter Hélène Migot, Chargée de mission Europe/Asie : h.migot@cites-unies-france.org



ROUMANIE

Présidente du groupe-pays Roumanie : Christiane Eckert, maire-adjointe de Mulhouse

Réunion du groupe-pays Roumanie, le 22 mai 2008

Le groupe pays Roumanie se réunira le 22 mai prochain, à Cités Unies France, de 14h à 17h. La réunion sera l'occasion de revenir sur l'actualité économique, sociale et européenne de la Roumanie et sur le bilan des Assises de la coopération décentralisée franco-roumaine tenues à Nantes en novembre 2007. Cette réunion prévoit de faire de faire un point sur les appels à projets « Acteurs non-étatiques et autorités locales » et sur l'appel à projets de ministère des Affaires étrangères et européennes pour le soutien de la coopération décentralisée européenne. L'avancée de la décentralisation en Roumanie et sur la mise en œuvre des fonds structurels seront également abordés.

Le bulletin de participation est disponible sur le site de Cités Unies France.

Pour plus d'informations : Fabiola Rivas, chargée de mission

Courriel : f.rivas@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS ROUMANIE

Les élections locales approchent, les alliances politiques se multiplient

L'approche des élections locales, prévues le 1er et le 15 juin en Roumanie, presse les institutions de l'Etat à prendre toutes les mesures nécessaires à leur bon déroulement. Entre le temps les alliances politiques se multiplient : le Parti Social Démocrate et le Parti Conservateur (les deux faisant partie de l'opposition parlementaire), ont signé un protocole politique. Le Parti National Libéral, au pouvoir, a fusionné, avec l'Action populaire, le petit parti de l'ancien président roumain Emil Constantinescu.

(Source : www.rri.ro)

Partenariat roumano - français

Le premier ministre roumain Calin Popescu Tariceanu a effectué, le 22-23 avril, une visite en France, le pays qui assumera, le 1er juillet prochain, la présidence tournante de l'Union Européenne. Le but de cette visite était d'établir une feuille de route qui identifie les domaines concrets de la coopération entre les deux pays: politique, sécurité, économie, culture et sciences. Ils ont également décidé de soutenir les compagnies françaises qui investissent dans des projets à financement européen déroulés en Roumanie.

(Source : www.rri.ro)

POLOGNE

Présidente du groupe-pays Pologne : Roselyne Lefrançois, adjointe au maire de Rennes et députée européenne

Réunion du groupe-pays Pologne, le 16 mai 2008

La prochaine réunion du groupe-pays Pologne de Cités Unies France aura lieu le **vendredi 16 mai 2008, 10h30-13h00, dans les locaux de Cités Unies France**. Cette réunion sera notamment l'occasion de revenir sur la mise en place et l'utilisation des fonds structurels en Pologne.



Vous retrouverez l'ordre du jour de cette réunion et le bulletin de participation de celle-ci (à renvoyer avant le lundi 12 mai 2008) sur le site internet de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article390>

Pour plus d'informations : Hélène Migot, chargée de mission Europe/Asie
Courriel : h.migot@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS POLOGNE

Ratification du Traité de Lisbonne

Après une longue période de blocages politiques et d'incertitudes, la Pologne a ratifié le Traité de Lisbonne le 2 avril, devenant ainsi le 7^{ème} pays à approuver le texte après la Hongrie, la Slovénie, Malte, la Roumanie, la France et la Bulgarie.

Le Traité a été adopté le 1^{er} avril par la Diète (chambre basse polonaise) par 384 voix pour, 56 contre et 12 abstentions, et par le Sénat par 74 voix pour, 17 contre et 6 abstentions.
Le 10 avril, le président polonais Lech Kaczynski a signé la loi adoptée par le Parlement l'autorisant à ratifier le nouveau traité européen.

Si la ratification semblait incertaine, la population polonaise était largement en faveur d'une ratification par leur pays. Selon un sondage publié mardi 1er avril, 64% des Polonais soutenaient la ratification et seulement 14 % étaient contre.

CROATIE

Présidente du groupe-pays Pologne : Colette Huvenne, adjointe au maire de Tourcoing, conseillère régionale du Nord Pas de Calais

Réunion du groupe-pays Croatiem le 10 juillet 2008

La prochaine réunion du groupe-pays Croatie de Cités Unies France aura lieu le **jeudi 10 juillet 2008, 10h30-13h00, dans les locaux de Cités Unies France.**

Pour plus d'informations . Hélène Migot, chargée de mission Europe/Asie
Courriel . h.migot@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS CROATIE

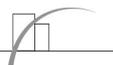
Résolution du Parlement européen sur le rapport de suivi 2007 concernant la Croatie, le 9 avril 2008

Plus d'informations sur le site Internet du Parlement européen :
<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=REPORT&reference=A6-2008-0048&language=FR&mode=XML>

BALKANS OCCIDENTAUX

Conférence d'informations sur les Balkans occidentaux : 15 mai 2008, 10h00-17h00

Cités Unies France organisera, le **jeudi 15 mai 2008**, dans ses locaux, une réunion d'informations sur les Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine, Monténégro, Serbie).



Cette réunion, qui s'adresse en priorité aux élus locaux et aux responsables des relations internationales des collectivités territoriales françaises, sera l'occasion de revenir sur la situation politique et le processus de décentralisation dans les Balkans mais également sur la position de l'Union européenne. En ce sens, cette réunion sera constituée de deux temps forts consacrés :

- au contexte politique et institutionnel dans les Balkans occidentaux,
- à la position de l'Union européenne vis-à-vis des Balkans occidentaux.

Interviendront notamment au cours de cette réunion :

- Jean-Claude Mairal, vice-président du Conseil Régional Auvergne et président du comité de pilotage français des 1ères rencontres régionales de la coopération transfrontalière, du développement durable, des territoires et de la coopération décentralisée dans les Balkans (3 et 4 juillet 2008, à Sofia)
- Jean Arnaud Derens, rédacteur en chef du « Courrier des Balkans »
- François Frison Roche, chargé de recherche (CNRS), Université Paris II (CERSA)
- Marija Susic, chargée de mission, NALAS - Réseau d'associations nationales de pouvoirs locaux d'Europe du Sud Est
- Guillaume Robert, chargé de mission Balkans, Bureau de l'Europe Continentale, Direction générale de la coopération internationale et du développement, MAEE
- Alain Terrenoire, rapporteur de l'étude du Conseil Economique et Social, intitulée « Les Balkans occidentaux et l'Union européenne » (2007)
- Nadège Ragaru, chargée de recherche CNRS (ISP), Chercheur associé au CERI
- Lionel Franceschini, chargé du suivi de l'Instrument de Pré-Adhésion, Représentation Permanente de la France auprès de l'Union européenne

Vous retrouverez l'ordre du jour de cette réunion et le bulletin de participation de celle-ci (à renvoyer avant le mercredi 7 mai 2008) sur le site Internet de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article392>

Nombre de places limitées - Frais de participation à prévoir (20 € / 30 € / 40 €)

Pour plus d'informations : Hélène Migot, chargée de mission Europe/Asie

Courriel: h.migot@cites-unies-france.org

Premières rencontres régionales de la coopération transfrontalière, du développement durable, des territoires et de la coopération décentralisée dans les Balkans, les 3 et 4 juillet 2008, à Sofia (Bulgarie)

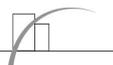
À l'initiative du MAEE les « Premières rencontres régionales de la coopération transfrontalière, du développement durable, des territoires et de la coopération décentralisée dans les Balkans » auront lieu à Sofia les 3 et 4 juillet 2008. Elles ont pour objectif de permettre aux collectivités territoriales françaises de rencontrer leurs homologues d'Europe du Sud-Est et de Turquie.

Cités Unies France participe au comité de pilotage français d'organisation de ces rencontres et organisera un forum intitulé "La coopération décentralisée en pratique" à cette occasion.

Vous retrouverez le pré-programme de ces rencontres et le bulletin de participation de celles-ci sur le site Internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article168>

Pour plus d'informations : Hélène Migot, Chargée de mission Europe/Asie : h.migot@cites-unies-france.org



Recensement des collectivités territoriales françaises engagées dans les Balkans occidentaux

Dans le cadre de ses missions de coordination, de mutualisation de l'information et d'appui aux collectivités locales soucieuses de s'engager à l'international, Cités Unies France entend dresser un état des lieux de l'engagement des collectivités territoriales françaises avec les Balkans occidentaux.

Vous retrouverez le questionnaire de Cités Unies France sur son site Internet : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article483>.

Pour plus d'informations : Maria Rieger, Pôle Europe
Courriel : pecco-asie-usa@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS BALKANS OCCIDENTAUX

BOSNIE-HERZÉGOVINE

16 avril 2008 : Adoption de deux lois réformant la police en Bosnie-Herzégovine

Après trois années de négociations et de blocages, les deux chambres du Parlement ont ratifié les deux lois qui constituent la réforme, malgré l'opposition de trois partis majeurs : le SDA (Parti de l'action démocratique), le SDP (Parti social-démocrate, multiethnique) et le SDS (Parti démocratique serbe). Cette avancée va permettre d'ouvrir la voie à la signature d'un accord de stabilisation et d'association (ASA) de la Bosnie-Herzégovine avec l'Union européenne, première étape vers l'intégration. L'administration de Bruxelles a avancé la date du 26 mai 2008 au plus tôt pour la signature.

La réforme, destinée à placer sous une direction commune les forces de police des deux entités constituant la République de Bosnie-Herzégovine (la Republika Srpska et la Fédération de Bosnie-Herzégovine), entrera en vigueur un an après l'adoption d'une nouvelle Constitution dont les débats doivent commencer prochainement.

KOSOVO

9 avril 2008 : Adoption de la première Constitution du Kosovo indépendant

Le Parlement kosovar a adopté, le 9 avril, la première Constitution du Kosovo indépendant qui devrait entrer en vigueur le 15 juin. Des 107 députés présents lors du scrutin, 4 n'ont pas participé au vote. 3 autres députés ont reconnu publiquement qu'ils s'opposaient au vote car ils contestaient la procédure suivie par l'assemblée, cette dernière consistant à se lever de son siège.

La nouvelle Constitution doit préparer les institutions kosovars à prendre le relais de la MINUK (mission de l'ONU) qui administre le territoire depuis 1990. Elle définit le nouvel État, peuplé majoritairement d'Albanais, comme une république parlementaire et un « État de tous ses citoyens » garantissant le droit des minorités. L'albanais et le serbe sont les deux langues officielles.

Le projet de Constitution avait reçu au préalable l'aval de l'envoyé de l'Union européenne au Kosovo, Pieter Feith, qui dirige le Bureau civil international (BCI) chargé de préparer la mise en place d'une mission de l'Union européenne au Kosovo.



L'ancienne République yougoslave de MACÉDOINE (ARYM)

9 avril 2008 : Résolution du Parlement européen sur le rapport de suivi 2007 concernant l'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM)

Plus d'informations sur le site Internet du Parlement européen :

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=REPORT&reference=A6-2008-0059&language=FR&mode=XML>

1^{er} juin 2008 : Elections législatives anticipées dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM)

Le 12 avril dernier, après deux jours de débat, le Parlement macédonien a décidé de se dissoudre et de convoquer des élections législatives anticipées pour le 1^{er} juin. C'est la première fois que des élections anticipées vont avoir lieu en Macédoine, alors que le scrutin n'était pas attendu avant 2010. Cette décision survient peu après que la Grèce a opposé son veto à l'ouverture de négociations d'adhésion de la Macédoine à l'Alliance atlantique, lors du sommet de l'OTAN qui s'était tenu début avril à Bucarest.

La Macédoine est, depuis décembre 2005, candidate à l'adhésion de l'UE, or ces élections risquent de retarder le calendrier des réformes nécessaires à l'ouverture formelle de négociations d'adhésion.

À noter : Le 11 avril 2008, la Macédoine a entamé les négociations avec Eurojust (l'unité de coopération judiciaire de l'UE) afin de conclure un accord de coopération judiciaire.

MONTÉNÉGRO

6 avril 2008 : Elections présidentielles au Monténégro

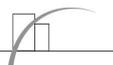
Après une campagne électorale fondée sur la promesse d'une politique pro-européenne et la consolidation de l'indépendance du Monténégro, Filip Vujanovic a été réélu à la tête du pays lors du premier tour de l'élection présidentielle qui se déroulait le 6 avril. Les résultats ont réaffirmé la mainmise de l'Union démocratique des socialistes (DPS) sur la scène politique du pays depuis une quinzaine d'années, puisque le chef de l'État sortant a largement devancé Anfrija Mandic (Parti populaire serbe, SNS) avec 51% des suffrages, ce dernier ne recueillant que 20% des voix. Nebosja Medojevic, président du mouvement pour le changement (PZP) a quant à lui recueilli 15% des suffrages tandis que le leader du Parti socialiste populaire (SNP), Srdjan Milic, mobilisait 12% des voix.

La participation pour cette première élection présidentielle depuis l'indépendance du Monténégro retrouvée le 21 mai 2006, à hauteur de 69%, a fortement dépassé celle enregistrée lors de l'élection du 11 mai 2003 (+ 20, 6 points).

15 avril 2008 : Accord sur l'accession du Monténégro à l'OMC

Le 15 avril, l'Union européenne et le Monténégro ont signé un accord bilatéral sur l'accession du Monténégro à l'organisation mondiale du commerce (OMC).

Cet accord vient compléter un processus de négociations bilatérales qui avait débuté en 2005. L'UE est ainsi le premier membre de l'OMC à conclure ses négociations bilatérales avec un pays candidat (le Monténégro avait fait sa demande de candidature en décembre 2004). Le contenu de l'accord commercial est déjà inscrit dans l'Accord de stabilisation et d'association qui avait été conclu entre l'UE et le Monténégro le 15 octobre 2007.



SERBIE

11 mai 2008 : Elections législatives et locales en Serbie

Le 8 mars 2008, le Premier ministre Vojislav Kostunica (Parti démocratique de Serbie, DSS) présentait sa démission entraînant la tenue d'élections législatives anticipées le 11 mai, le même jour que les élections locales et provinciales.

Le Président Boris Tadic souhaite accélérer l'intégration de son pays dans l'Union européenne et refuse que le Kosovo figure au cœur de la campagne électorale. Le Parti démocrate et G17+ ont décidé de s'allier pour le scrutin du 11 mai, leur coalition porte le nom de "Pour une Serbie européenne/Parti démocrate-G17+/Boris Tadic".

Les dernières estimations après les élections du 11 mai accordent à la coalition "Parti démocrate (DS)-G17+" 38,7% des votes devant le Parti radical serbe (SRS), 29,1%. Le Parti démocratique de Serbie (DSS)-Nouvelle Serbie (NS) a recueilli 11,3%, le Parti socialiste (SPS) 7,9% et le Parti libéral-démocrate (LDP) 5,2%.

(Source : Le CeSid - Centre pour les élections libres et la démocratie : <http://www.cesid.org/eng/index.jsp>)

A noter : À ce jour, 18 des 27 Etats membres de l'Union européenne ont officiellement reconnu l'indépendance du Kosovo. Les autorités serbes ont rappelé à Belgrade leurs ambassadeurs en poste dans ces Etats.

RUSSIE

Premières assises de la coopération décentralisée franco-russe, les 27 et 28 novembre 2008, à Moscou

L'ambassade de France en Russie projette d'organiser un colloque sur la coopération décentralisée franco-russe, axé sur le thème du tourisme, les 27 et 28 novembre 2008, à Moscou.

Vous retrouverez plus d'informations sur le site Internet de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article437>

Pour plus d'informations : Hélène Migot, chargée de mission Europe/Asie
Courriel : h.migot@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS RUSSIE

14 avril 2008 : Vladimir Poutine nommé chef du parti Russie Unie

Le 14 avril, à quelques semaines de son départ du Kremlin, Vladimir Poutine a été promu chef du parti Russie Unie lors de son 9^e congrès annuel, sans en être membre. Les 600 délégués du parti majoritaire au Parlement ont voté à l'unanimité en faveur de sa nomination pour 4 ans, qui sera effective le 7 mai, jour de l'investiture du nouveau président, Dmitri Medvedev. Le 8, le président sortant sera adoubé par la Douma, le Parlement, au poste de Premier ministre.



ALGÉRIE

Président du groupe-pays Algérie : Georges Morin, maire-adjoint de Gières

Réunion d'échanges autour du programme concerté pluri-acteurs Algérie (PCPA) enfance et jeunesse, mercredi 26 mars 2008 à Cités Unies France.

Afin de poursuivre la sensibilisation et la mobilisation des collectivités locales françaises au programme concerté pluri-acteurs Algérie (PCPA), Cités Unies France, en partenariat avec le Comité français de Solidarité Internationale (CFSI) et le ministère français des Affaires étrangères, a organisé une réunion d'information et d'échange autour du PCPA. Il s'agissait de revenir sur le fonctionnement de ce dispositif, de réfléchir à la place et au rôle des collectivités locales et de la coopération décentralisée et de recueillir les questions, remarques et propositions des collectivités locales participantes.

Étaient présents : les représentants des cinq associations algériennes membres du comité de pilotage du PCPA, deux représentants de l'Ambassade de France à Alger et les représentants de neuf collectivités locales françaises, ainsi que trois associations françaises. Cette réunion avait également pour objectif la préparation de l'élargissement du PCPA aux collectivités locales dans sa phase « grandeur nature » (2008-2011) et donc leur participation à l'Assemblée Générale qui se tiendra les 14 et 15 mai 2008 à Oran.

Les modalités de participation des collectivités locales au PCPA et à l'AG de mai ont été définies lors du comité de pilotage qui s'est tenu les deux journées suivantes (les 27 et 28 mars 2008). Les collectivités locales ayant participé à la réunion du 26 mars ont toutes été informées de ces modalités.

Pour rappel, à ce jour, le PCPA a permis d'ouvrir un espace de concertation et d'échanges entre acteurs associatifs mais également entre acteurs de nature différente et en particulier entre élus/techniciens de collectivités locales française et algérienne et les associations autour des questions liées à l'enfance et à la jeunesse. Ce programme a vocation à contribuer au rapprochement durable entre les autorités locales et associations (en particulier en Algérie) pouvant conduire à de nouveaux partenariats. Et cela à travers la mise en oeuvre des outils élaborés dans le PCPA à savoir: le Fonds d'appui aux projets d'activités (FAPA), le Fonds d'appui aux initiatives locales (FAIL) et le Programme d'Activités transversales (PACT).

Pour plus d'informations : Linda Naïli, chargée de mission au pôle Méditerranée
Tél : 01 53 41 81 90
Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS MAROC

Visite du premier Ministre français au Maroc : vers un renforcement de la coopération franco-marocaine

François Fillon a effectué une visite officielle au Maroc, le 17 et 18 avril dernier afin de concrétiser les engagements pris par le président de la République Nicolas Sarkozy lors de son dernier déplacement au Royaume.

Le premier ministre a co-présidé avec son homologue marocain, Abbas El-Fassi le 9^{ème} séminaire intergouvernemental franco-marocain avec comme thème de prédilection « le partenariat maroco-français pour un développement territorial durable ». Ce dernier a été



ratifié par la signature de 17 accords à dominante économique. Une coopération entre la caisse des dépôts et consignations (CDC) et la caisse des dépôts de gestion (CDG) au Maroc a été envisagée.

Un accord-cadre a été acté en vue de conférer à « l'Initiative Nationale de Développement Humain (INDH) » les moyens nécessaires pour la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

L'Agence Française de Développement (AFD) a signé avec le Maroc une convention de prêts dans le cadre de la formation professionnelle, l'assainissement des eaux usées d'Agadir et le transport d'électricité.

Le premier Ministre français a, par ailleurs, émis le souhait que le siège de l'Union pour la Méditerranée se situe sur la rive Sud. Ce projet qui doit être lancé le 13 Juillet 2008 a pour objectif de rassembler les vingt-sept Etats de l'Union Européenne et les Etats riverains du Sud de la Méditerranée autour de projets communs. M. Fillon a également souligné l'appui de la France pour l'obtention du Maroc d'un « statut avancé » de coopération avec l'Union Européenne.

ACTUALITÉS TUNISIE

Nicolas Sarkozy en visite officielle à Tunis

Le président Nicolas Sarkozy a entamé une visite de 48 heures en Tunisie. L'opportunité de renforcer des relations franco-tunisiennes définies d'excellentes par les chefs d'Etat des deux pays.

Les sujets abordés ont été d'ordre économique : signature de conventions de financements avec l'Agence Française de Développement (AFD), de contrats dans le transport aérien et l'énergie et d'un accord cadre dans le nucléaire civil. La première convention de gestion concertée des flux migratoires, avec un pays du Maghreb, devrait être établie.

Une attention particulière sera accordée au lancement de l'Union pour la Méditerranée. En effet, la Tunisie souhaite en héberger le siège. Le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali appuie cette initiative affirmant que « la Méditerranée doit être un espace de paix, de coopération et de solidarité ».

ISRAEL

Président du groupe-pays : Charles Assouline, maire-adjoint de Créteil

Assises de la coopération décentralisée franco-israélienne

Appel à candidature pour l'accueil et l'organisation des Assises de la coopération décentralisée franco-israélienne

Cités Unies France et ses partenaires ont organisé deux rencontres bilatérales de la coopération décentralisée franco-israélienne : la première s'était tenue à Créteil et à Charenton-le-Pont en 1992, et la seconde en 1994 sur les rives de la Mer Morte avec pour thème principal « la contribution des villes au processus de paix au Proche-Orient ».

C'est dans le cadre d'une récente mission du groupe-pays en Israël, du 10 au 15 décembre 2007, que le groupe-pays a convenu avec ses partenaires israéliens (l'Union des Autorités locales d'Israël-ULAI) de l'organisation des **3èmes Assises de la coopération décentralisée franco-israélienne**.



Lors de cette mission, plusieurs objectifs ont été définis :

- procéder à un état des lieux de la coopération décentralisée entre la France et Israël ;
- approfondir les thèmes retenus pour les tables rondes afin d'alimenter la réflexion autour de la coopération décentralisée ;
- promouvoir les secteurs de coopération stratégique ;
- initier de nouvelles coopérations en mettant en relation les collectivités recherchant des partenaires.

Ces assises seront un moment majeur d'échanges et de travail qui réuniront acteurs locaux et institutionnels au plus haut niveau. Elles répondent à la volonté de donner un véritable élan aux rapprochements des acteurs locaux français et israéliens.

Cet événement aura lieu **en France, au cours du premier semestre 2009**.

Lors de la dernière réunion du groupe-pays Israël, **le 2 avril 2008**, les modalités de préparation des assises suivantes ont été décidées :

- lancement d'un appel à candidatures auprès des collectivités locales françaises pour l'accueil de l'événement ;
- mise en place d'un comité de pilotage chargé du suivi et de la préparation des ateliers ;
- tenue d'une réunion de travail avec les partenaires israéliens probablement au mois de juin 2008.

Selon le calendrier que nous nous sommes fixé et afin de pouvoir déterminer rapidement le lieu de notre événement, nous encourageons les collectivités territoriales à nous manifester au plus vite votre intérêt à accueillir et co-organiser avec Cités Unies France, les Assises de la coopération **franco-israélienne (avant le 31 mai 2008)**.

Pour plus d'informations : Simoné Giovetti, chargé de mission
Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

PALESTINE

Le Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine (RCDP) : Claude Nicolet, président du RCDP et conseiller communautaire de Dunkerque

Réunion organisée par le RCDP

La réunion organisée par le Réseau de Coopération décentralisée pour la Palestine se déroulera en deux temps :

- Dans une première partie, avec la délégation générale de Palestine en France, nous aurons le plaisir d'échanger avec M. Ziad Abou Amer, ancien ministre palestinien des Affaires Etrangères, Mme Hinde Khoury, déléguée générale de Palestine en France, M. Michel TUBIANA, Président de la Ligue des droits de l'homme, un conseiller-expert de l'Unité Palestinienne des Négociateurs pour le Statut final des Territoires Palestiniens (« *Negotiation Support Unit* ») ;
- Dans une deuxième partie, l'après-midi, nous poursuivrons notre journée avec une réunion du RCDP.

La deuxième Journée-débat organisée par le RCDP aura lieu le mercredi 21 mai 2008, de 9h30 à 17h00, à Cités Unies France

Claude Nicolet, le président du RCDP attire toute votre attention sur l'importance d'un tel rendez-vous : nous aurons l'occasion de débattre ensemble avec nos **invités**



d'exception de la situation politique en Palestine, de l'état des négociations pour le statut final des Territoires Palestiniens ainsi que sur le respect des droits de l'homme en Palestine. Dans l'après-midi, nous poursuivrons notre réunion avec divers points à l'ordre du jour et notamment l'organisation d'une mission politique dans les Territoires Palestiniens.

P.S.: Nous vous invitons à vous inscrire rapidement en nous renvoyant par fax le bulletin d'adhésion le nombre de places disponibles étant limité à 80.

Pour plus d'informations : Simoné Giovetti, chargé de mission
Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Appel pour 60 ans après : la paix par le droit

Le 17 mai prochain, une grande manifestation sous la forme d'une journée de mobilisation et de soutien à la solution du conflit israélo-palestinien se déroulera à Paris. Depuis de nombreuses années, les collectivités locales françaises se sont engagées dans des accords de coopération décentralisée avec des collectivités palestiniennes mais aussi israéliennes. Nous le savons tous, la paix ne passera que par la Justice et le respect du droit.

C'est dans cette optique que nous plaçons notre action et c'est sur cette base qu'un nombre sans cesse croissant de collectivités nous rejoint. Alors que les tensions dans la région sont toujours plus grandes, la perspective de la création d'un Etat palestinien dans l'année 2008 ne doit pas être abandonnée.

Mais seule l'application du droit le permettra. Voilà ce à quoi nous sommes attachés. C'est pourquoi nous souhaitons qu'un large mouvement d'opinion parmi les élus de toutes sensibilités, attachés au droit, à la justice et à la sécurité, vienne renforcer cette initiative du 17 mai. Je vous propose d'apporter votre soutien à cette action en signant l'appel rédigé par des parlementaires français (le courrier est disponible à la Plateforme des ONG pour la Palestine pour le soutenir et le souscrire : Plateforme des ONG françaises pour la Palestine - 14, passage Dubail 75010 Paris).

Claude Nicolet, président du RCDP

Pour tout renseignement supplémentaire concernant cette campagne : Mme Florence Giard au 01 40 36 41 46.

AFGHANISTAN

Cités Unies France a été auditionnée par le groupe d'amitié France-Afghanistan de l'Assemblée nationale.

Etaient présents à la réunion : Hubert Julien-Laferrrière, maire adjoint de la ville de Lyon, Bertrand Gallet, directeur général de Cités Unies France et Simoné Giovetti, chargé de mission de Cités Unies France.

« ...Après avoir remercié les membres de la délégation de Cités Unies France d'avoir répondu à l'invitation du groupe d'amitié, **Mme Geneviève Levy, Présidente**, leur a tout d'abord demandé de bien vouloir donner leur avis sur l'envoi de militaires français en Afghanistan dans le cadre actuel...»

Cités Unies France souhaiterait organiser **une réunion d'information sur l'Afghanistan début juillet**. Des responsables du ministère des Affaires étrangères seront invités, ainsi



que des experts de la région. Une invitation officielle sera bientôt adressée à toutes les collectivités locales françaises pour qu'elles manifestent leur intérêt à y participer.

Le compte rendu de la réunion est disponible sur le site Internet de Cités Unies France

Pour plus d'informations : Simoné Giovetti, chargé de mission

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

YEMEN

Cités Unies France et la direction générale de la coopération internationale et du développement (DGCID) ont rencontré, le mardi 29 avril, une délégation ministérielle en provenance du Yémen. La délégation Yéménite était composée du Vice-Ministre de l'Administration Locale et de 3 de ses adjoints, de Monsieur Houcine Dahmane, Conseiller français(FCI) auprès de ce Ministère yéménite.

Etaient également présents : Georges Morin, maire adjoint de la ville de Gières, Pascal Buhry, chef du service RI du Conseil général de la Seine St. Denis, Amel Hammadi, chargée de mission du Conseil général de la Seine St. Denis et Simoné Giovetti, chargé de mission de Cités Unies France.

Pour plus d'informations : Simoné Giovetti, chargé de mission

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

RÉSEAU DES COLLECTIVITÉS LOCALES EUROPEENNES POUR LA PAIX AU PROCHE-ORIENT (COEPPPO)

Une réunion du Réseau européen est prévue pour le 24 mai prochain à Venise en vue de la préparation de **la III Conférence du COEPPPO** qui aura lieu fin septembre en Italie.

Pour plus d'informations : Simoné Giovetti, chargé de mission

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

LIBAN

Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, maire-adjoint de Lyon

Réunion du groupe-pays, le 9 avril 2008

Le groupe-pays Liban de Cités Unies France s'est réuni le 9 avril dernier. En présence de Martine Herlem, Attachée de coopération à l'Ambassade de France à Beyrouth et de Béchir Odeimi du BTVL, la réunion a été l'occasion de faire un point sur l'actualité libanaise et sur la coopération décentralisée franco-libanaise.

Le compte-rendu de la réunion sera prochainement disponible sur le site de Cités Unies France.

Pour plus d'informations : Virginie Rouquette, chargée de mission

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

**ACTUALITÉS LIBAN**

La prochaine séance d'élection d'un président de la République au Liban, reportée 18 fois jusqu'à présent, a été fixée au 13 mai, a annoncé samedi le secrétariat général du Parlement dans un communiqué.

Une 18ème tentative pour élire un chef d'Etat avait échoué mardi 20 avril en raison des profondes divergences entre la majorité antisyrilienne et l'opposition soutenue par Damas et Téhéran.

Le président du Parlement et l'un des chefs de file de l'opposition, Nabih Berri, avait appelé la majorité au dialogue en vue de parvenir à une solution à la crise politique, la plus grave depuis la fin de la guerre civile au Liban (1975-1990). Il avait lié la nouvelle date de l'élection à une réponse positive de la part de la majorité, qui n'a toujours pas donné de position commune sur le sujet, mais avait prévenu qu'il convoquerait une nouvelle séance s'il n'obtenait pas de réponse.

M. Berri a toutefois déclaré dans le communiqué avoir fixé une nouvelle séance vu "l'atmosphère positive qui a régné ces derniers jours et qui augure une réponse positive à l'appel (au dialogue)".

L'un des leaders de la majorité anti-syrienne, le druze Walid Joumblatt, s'est dit récemment prêt au dialogue avec l'opposition et indiqué que "chaque partie doit faire certaines concessions à l'autre camp", se démarquant ainsi de la position du reste de la majorité.

Le chef du plus grand bloc parlementaire, Saad Hariri, a également laissé entrevoir une possibilité de dialogue samedi.

"Nous n'avons jamais été contre le dialogue (...) mais si nous participons à la table ronde, ce sera dans le but d'élire un président", a-t-il déclaré après une rencontre avec l'influent patriarche Nasrallah Sfeir, chef de la communauté maronite dont est issu le chef d'Etat.

Il a de même affirmé qu'il était "optimiste quant à l'élection d'un président le 13 mai", selon des déclarations reprises par l'Agence nationale d'information.

La majorité réclame l'élection immédiate du chef de l'armée Michel Sleimane, alors que l'opposition lie cette élection à un ensemble de revendications qui englobe un gouvernement d'union nationale et une nouvelle loi électorale.

Malgré les médiations internationales et arabes pour régler la crise, aucune percée n'a été réalisée, les deux camps s'accusant mutuellement d'entraver toute solution.

Le Liban est sans président depuis la fin du mandat d'Emile Lahoud en novembre.

(Source : AFP)

Bourse aux jumelages :

Le pôle Méditerranée a été sollicité par deux municipalités en recherche de partenariats avec des collectivités locales françaises :

- **La Goulette** en Tunisie : commune de 29 000 habitants située en banlieue nord de Tunis.
- **Baba Hassen** en Algérie : commune de 30 000 habitants située à l'Ouest d'Alger.

Des informations complètes (monographie, personnes contacts) sont disponibles sur le site de Cités Unies France :

http://www.cites-unies-france.org/spip.php?page=bourses&id_rubrique=40



La Turquie : un nouveau pays de coopération décentralisée à explorer

Du 12 au 17 avril, Cités Unies France, représenté par son directeur général, Bertrand Gallet, et Astrid Frey, chargée de mission, a mené une mission à Istanbul et Ankara dans l'objectif de recueillir toutes les informations nécessaires pour renforcer la coopération décentralisée franco-turque.

L'ensemble des collectivités et associations de collectivités turques rencontrées recherchent résolument la comparaison avec leurs homologues européennes. Si des contacts étroits existent déjà avec des collectivités allemandes, hollandaises, suédoises, et plus récemment espagnoles, le partenariat avec des collectivités françaises est vivement souhaité. Ne serait-ce que parce que nos systèmes de décentralisation sont très proches. A noter que l'autonomie des collectivités turques s'apparente davantage à notre situation avant 1982 et les autorités déconcentrées doivent être averti avant tout engagement formel.

La Turquie bénéficie aujourd'hui de tous les instruments financiers de pré-adhésion de la Commission européenne. Forte de 3225 communes et plus précisément de 16 municipalités métropolitaines (au moins 750.000 habitants), les possibilités de coopération sont vastes : planification urbaine, gestion des services urbains, défis environnementaux, articulation urbain-rural, valorisation de patrimoine culturel...

En plus d'excellents contacts noués avec l'Union des municipalités de Turquie et l'association régionale des municipalités de Marmara, les collectivités françaises intéressées pourront compter sur l'accueil et les conseils avisés de l'Ambassade de France à Ankara et de l'Agence française de développement à Istanbul.

La mission de Cités Unies France a également permis d'identifier un certain nombre de relais de réflexion et d'information, tels que le cabinet de conseil ECOSE - au service des collectivités locales -, le centre de réflexion TEPAV ou encore l'Institut français de Recherche anatolien dont la réputation n'est plus à faire.

Alors que les opinions publiques française et turque n'ont pas une image positive de l'autre pays, la coopération décentralisée franco-turque permettrait de changer cette donne car, rappelons-le, elle relie des populations et non des gouvernements. Elle permettrait de découvrir, pour la partie française, un pays plein de richesses, bien au-delà des seuls clichés d'un pays d'accueil touristique important.

Pour faire le point sur cette mission, Cités Unies France prévoit d'organiser une réunion avec et pour les collectivités territoriales intéressées, le mardi 08 juillet ; par ailleurs, un atelier sur la coopération décentralisée franco-turc sera organisé lors du Congrès mondial de CGLU, à Istanbul, le 28 novembre 2008.

Les relations avec la Turquie sont suivies par Astrid Frey, (a.frey@cites-unies-france.org) et par Linda Naili (l.naili@cites-unies-france.org).



Président du groupe-thématique : Jean-Claude Mairal, vice-président du conseil régional d'Auvergne

Réunion du groupe de travail « tourisme responsable », le 7 mai 2008

En créant en 2004, son groupe de travail « Tourisme responsable », Cités Unies France souligne l'émergence de la thématique dans le cadre propice de la coopération décentralisée. La banalisation et la multiplication des concepts de tourisme durable pousse Cités Unies France à mener un travail d'investigation sur l'identification des acteurs, des projets innovants de manière à apporter des points d'éclaircissement sur les critères d'efficacité et impacts réels.

Dans les collectivités, les projets de tourisme ont été longtemps secondaires et assez peu visibles. Camouflés derrière des entrées thématiques comme l'agriculture (gîtes ruraux) ou la protection de l'environnement (réalisation de chemins forestiers), le tourisme s'est affirmé peu à peu comme une activité globale faisant partie d'un tout...

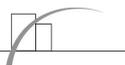
Dans un contexte de remise en question du tourisme de masse et face à la montée du catastrophisme écologiste, le tout développement durable s'impose au tourisme, qui très vite multiplie les concepts (tourisme vert, écotourisme, agritourisme,...).

Parmi ces nouveaux éléments nés de la vague écologiste, le « tourisme rural à la française » met en évidence l'impact territorial et économique bénéfique du tourisme lorsqu'il intervient à l'échelle locale. Fort de sa réussite, le phénomène se déplace en tache d'huile en Europe, porté par une forme de tourisme durable capable d'apporter une réponse économique aux zones rurales en crise, et de corrélérer à la fois, l'offre des communautés autochtones (nature, produit frais, authenticité) et les nouveaux besoins des touristes (retour à la nature, aux racines).

Suite à la réunion du groupe thématique « Tourisme responsable » fin juin 2007, Cités Unies France a lancé une enquête pour identifier les actions des collectivités en matière de coopération décentralisée afin de créer un répertoire, illustrant les projets en cours ou accomplis en la matière. A ce titre, l'établissement du panorama des coopérations françaises en matière de « tourisme responsable » sera le sujet de la **réunion du groupe « Tourisme responsable »** organisée par Cités Unies France, **le 7 mai 2008**.

Aujourd'hui, Cités Unies France dispose d'une vision assez fine de l'action des collectivités territoriales sur ce thème en pleine mutation. CUF identifie plus de 250 collectivités territoriales intéressées et une centaine impliquées dans plus de 25 pays. Le bilan varie beaucoup selon les territoires impliqués, mais laisse présager d'un avenir prometteur pour l'intérêt qu'il sollicite de part et d'autres des partenariats.

Pour plus d'informations : Anne-Claire Gaudru (jeunesse@cites-unies-france.org) et Fabiola Rivas (f.rivas@cites-unies-france.org)



Programme « Acteurs non étatiques et Autorités locales »

À ce jour, 29 des 31 appels à propositions décentralisés dans les pays cibles ont été publiés et 12 sont déjà clôturés. Par ailleurs, les 4 appels à propositions centralisés des objectifs I, II et III ont été publiés et sont aujourd'hui clôturés. Les notifications des résultats de l'évaluation des notes succinctes pour les 4 appels à propositions centralisés des objectifs I, II et III sont déjà intervenues ou vont intervenir.

La signature des contrats pour les demandeurs retenus devrait avoir lieu entre octobre et décembre 2008.

Le programme d'action annuel 2008 est actuellement en négociation et devrait être adopté début juin 2008. Les prochains appels à propositions devraient être publiés à l'automne 2008.

Rappel des appels à propositions émis sur les crédits 2007 :

Concernant l'objectif I du programme « Actions visant à la mise en place d'une société mettant l'accent sur les principes d'intégration et d'autonomie dans les pays partenaires » :

- 31 appels à propositions décentralisés dans les pays cibles,
- 1 appel à propositions centralisé « multi-pays »,
- 1 appel à propositions centralisé « PMA – PFR ».

Concernant l'objectif II du programme « Actions visant à sensibiliser le public aux questions de développement et à promouvoir l'éducation au développement dans l'UE et dans les pays en voie d'adhésion »

- 1 appel à propositions centralisé.

Concernant l'objectif III du programme « Actions visant à assurer une coopération plus efficace, à stimuler les synergies et à faciliter un dialogue structuré entre les réseaux de la société civile et les associations locales de l'UE et des pays en voie d'adhésion »

- 1 appel à propositions centralisé ».

Vous retrouverez plus d'informations sur le site Internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-France.org/spip.php?article198>

Pour plus d'informations : Hélène Migot, chargée de mission Europe/Asie

Courriel : h.migot@cites-unies-France.org



La gouvernance locale, Communication européenne et la présidence française du Conseil de l'Union européenne

Dans le cadre de la préparation de la prochaine Présidence du Conseil de l'Union Européenne, la France a initié, en liaison avec la Commission européenne, une réflexion sur une Charte européenne de la coopération en matière d'appui à la gouvernance locale dans les pays en développement. L'objectif de cette Charte est d'améliorer la cohérence, la complémentarité et l'efficacité des interventions de ces différentes familles d'acteurs : Etats, collectivités territoriales, organisations de la société civile, secteur privé,...

L'élaboration de la Charte s'effectue de manière partenariale, au sein d'un groupe de travail qui associe la Commission européenne, les Etats membres et réseaux européens d'acteurs non-étatiques. A la demande de Cités Unies France, le CCRE et CGLU ont été associées à ce travail.

Charles Josselin, qui avait accepté l'invitation de l'ancien Secrétaire d'Etat à la Coopération de co-présider le groupe de travail chargé de sa rédaction, participera à la prochaine réunion de travail, le mercredi 14 mai 2008 à Bruxelles, sur le thème « Gouvernance locale et Financement du développement territorial ».

La charte sera valorisée en tant qu'initiative novatrice par la Communication de la Commission européenne sur le thème « Vers une approche européenne de la gouvernance locale démocratique, de la décentralisation et du développement territorial dans les pays en développement », à laquelle la présentation du projet de Charte sera annexée. Cette Communication donnera lieu à des Conclusions du Conseil Général Affaires Extérieures, des 10 et 11 novembre, qui seront présentées pendant les Journées Européennes du Développement qui se tiendront à Strasbourg du 15 au 17 novembre, sur le thème « Gouvernance locale et OMD ».

En vue de préparer cette Communication, la Commission européenne a lancé une consultation sur un « Papier de discussion ». Il est consultable, en français et anglais (version originale), et jusqu'à 16 juin, sur

<http://ec.europa.eu/development/how/consultation/index.cfm?action=viewcons&id=3400> (Voir aussi <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique25>)

La communication, ainsi que la charte, sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la Commission des Affaires mondiales du CCRE, prévue le 4 juin prochain et dans laquelle Cités Unies France joue un rôle actif.

Pour plus d'informations : Virginie Rouquette (v.rouquette@cites-unies-france.org) et Nicolas Wit (n.wit@cites-unies-france.org)



« Nouvelle mandature, nouveaux regards sur la coopération décentralisée » le jeudi 5 juin 2008

Afin d'accueillir les élu(-e)s issu(-e)s des derniers scrutins locaux et leurs équipes en charge de la coopération décentralisée, Cités Unies France organise une nouvelle *Journée de la coopération décentralisée* intitulée « **Nouvelle mandature, nouveaux regards sur la coopération décentralisée ?** », une rencontre organisée le jeudi 5 juin 2008 au siège de Cités Unies France de 9h30 à 16h30.

Cette Journée, destinée aux élus, personnels et partenaires des collectivités françaises engagées ou souhaitant s'engager en coopération décentralisée, a pour objectifs de :

- faire le point des enjeux clés de la coopération décentralisée,
- envisager son articulation avec les coopérations bilatérale et multilatérale,
- rencontrer les principaux interlocuteurs institutionnels
- échanger avec des élus locaux du réseau de Cités Unies France,
- discuter de perspectives pertinentes pour les territoires
- esquisser de nouvelles pistes de travail, qui pourront ensuite être explorées, tant individuellement au sein des partenariats que collectivement, au sein des pôles géographiques et groupes thématiques de Cités Unies France.

Charles Josselin, Président de Cités Unies France, ouvrira les débats de cette Journée qui rassemblera plusieurs élus locaux de notre réseau occupant ou ayant occupé une place active sur la scène internationale ; la Délégation pour l'action extérieure des collectivités locales du Ministère français des Affaires Etrangères et Européennes, l'Agence Française de Développement ainsi que l'équipe de Cités Unies France.

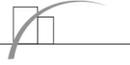
Le déroulé provisoire de cette Journée, le bulletin d'inscription accompagné d'une fiche d'information sur les attentes des participants sont d'ores et déjà en ligne sur notre site :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article486>

Pour plus d'informations : Guylaine Traoré, chargée de mission

Tél. : 01 53 41 81 85

Courriel : g.traore@cites-unies-france.org



Conseil Mondial de CGLU

La prochaine réunion du Conseil Mondial se tiendra **du 28 au 30 Novembre 2008 à Istanbul, Turquie**, à l'invitation de M. Kadir Topbas, maire d'Istanbul et co-président de CGLU.

Le programme et le projet d'ordre du jour seront précisés en septembre suite aux débats et aux décisions qui seront prises par le Bureau Exécutif de Quito.

Pour tout renseignement, veuillez vous adresser au Bureau exécutif de CGLU :
Courriel : info@cities-localgovernments.org

CCRE, section européenne de CGLU

La Commission des Affaires mondiales du Conseil des Communes et Régions d'Europe, dans laquelle Cités Unies France joue un rôle actif, se réunira le mercredi 4 juin 2008, au siège du CCRE, à Bruxelles. A l'ordre du jour est inscrite, entre autres, la future plateforme des autorités locales et régionales pour la coopération au développement.



3^{ème} Salon international des initiatives de paix

La Coordination française pour la Décennie organise les 30, 31 mai et 1^{er} juin 2008 le 3^{ème} Salon international des Initiatives de Paix à la Cité des Sciences et de l'industrie (Espace Condorcet et Centre des Congrès de la Villette).

Ce Salon s'inscrit dans le cadre de « la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001-2010) » proclamée par l'ONU.

Cet événement sera une nouvelle occasion de découvrir la culture de paix et de non-violence. Près de deux cent exposants français et internationaux présenteront leurs initiatives en faveur de la paix. Le salon s'adresse à tous publics avec de multiples animations, films, spectacles et deux espaces exclusivement dédiés à la jeunesse. Des ateliers interactifs permettront à chacun de mieux comprendre les enjeux de la culture de paix et de non-violence au quotidien.

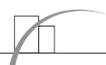
Dans le cadre de ce salon auront lieu les Rencontres internationales 2008 « Acteurs de paix pour une culture de non-violence », cycle de conférences qui permettra d'engager réflexions et débats entre différents acteurs impliqués dans la promotion de la paix à travers le monde : société civile, collectivités locales, secteur privé, médias, syndicats, centres de recherche.

Six tables rondes permettront de revenir sur des questions de société françaises et internationales avec l'éclairage d'acteurs de terrain :

- Comment éduquer à la non-violence et à la paix en milieu scolaire ?
- Quel engagement non-violent du citoyen dans la vie sociale ?
- La misère, première cause de la violence ? Peut-on la combattre et avec qui ?
- Droit d'ingérence, intervention civile de paix : quel rôle de la communauté internationale ?
- Quelles avancées et perspectives législatives en Europe en faveur de l'éducation à la non-violence et à la paix et de l'éducation sans violence ?
- Quel héritage de Gandhi et Martin Luther King pour aujourd'hui ?

Soixante-cinq carrefours porteront sur des questions spécifiques de la culture de non-violence et de paix abordées de façon thématique (questions de genre, paix, sécurité ; désarmement ; médiation interculturelle ; mouvements de résistance civile) et sous un angle géographique, avec un éclairage notamment sur la situation au Kosovo, au Proche-Orient et en Birmanie.

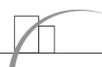
Pour plus d'informations : www.salon-initiativesdepaix.org



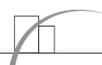
Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site Internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org>

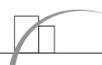
TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Réunion du Comité Directeur du CCRE	Reykjavik	5 et 6 mai	CCRE
Réunion du groupe thématique « tourisme responsable »	Siège de CUF	7 mai	CUF
Comité de pilotage des Premières Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise	Sénat	7 mai	Membres du comité de pilotage
Rencontre nationale du CCFD	Grenoble	10 – 12 mai	CCFD
« Développement durable et solidarité internationale »	Rosny-sous-Bois	13 mai	CUF – AITEC
2 ^{ème} convention internationale pour une approche territoriale du développement	Tanger	12 – 14 mai	CRPM
Assemblée générale du programme concerté pluri-acteurs Algérie	Oran	14 – 15 mai	PCPA
Réunion d'information sur les Balkans	Siège de CUF	15 mai	CUF
Cellule d'animation du groupe-pays Burkina Faso	Siège de CUF	16 mai, après-midi	CUF
Réunion du groupe-pays Pologne	Siège de CUF	16 mai	CUF
11 ^{ème} journée de la coopération décentralisée franco-burkinabé sur le thème de la place de la femme dans le processus de décentralisation et de la coopération décentralisée au Burkina Faso	Ambassade du Burkina Faso	17 mai, matin	Ambassade du Burkina Faso en France
Forum des associations : « les héraultais citoyens du monde, coopération décentralisée et solidarité internationale »	Montpellier	19 – 21 mai	Conseil général de l'Hérault
Réunion PEXE Chine	Paris	20 mai	FC2E
Journée débat du RCDP : informations et débats en	Siège de CUF	21 mai	RCDP



présence de personnalités palestiniennes			
Réunion sur Haïti	Antenne des Côtes d'Armor, Paris	4 juin	CUF
Réunion du groupe-pays Roumanie	Siège de CUF	22 mai (après-midi)	CUF
Réunion de l'Euromot (Mission opérationnelle transfrontalière)	Sarrebruck	28 mai	EUROMOT
III Conférence annuelle de l'Observatoire de la Coopération Décentralisée UE-ALC	Barcelone	26 au 28 mai	Observatoire de la coopération décentralisée
Session plénière du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux d'Europe	Strasbourg	27 au 29 mai	CPLRE
« Action internationale et initiatives de paix »	Nanterre	29 mai	CUF – AITEC
Réunion du comité mixte de pilotage franco-japonais des rencontres de Nancy	Tokyo	29 ou 30 mai	CLAIR/Nancy/MAEE/Ambassade du Japon/CUF
3 ^{ème} Salon des Initiatives de paix	Paris	30 mai-1 ^{er} juin	Coordination française pour la Décennie
Commission des Affaires mondiales	Bruxelles	4 juin	CCRE
Rendez-vous de l'expertise française à l'international	Paris	4 juin	Maison internationale de la Cité universitaire de Paris
Journée de la Coopération Décentralisée : « Nouvelle mandature, nouveaux regards sur la coopération décentralisée ? »	Siège de CUF	5 juin	CUF
Salon des Solidarités	Paris	6 – 8 juin	Salon des Solidarités
1 ^{ère} Conférence mondiale sur la Diplomatie des Villes	La Haye	11 au 13 juin	Ville de La Haye / Commission CGLU
Réunion du groupe-pays Burkina Faso	Siège de CUF	13 juin	CUF



Forum des Autorités locales et régionales de la Méditerranée	Marseille	23 et 24 juin	Commission Méditerranée de CGLU, CR PACA, Ville de Marseille, CUF, MAEE
Séminaire de capitalisation de l'étude sur le renforcement de la maîtrise d'ouvrage en coopération décentralisée	A préciser	25 juin	CUF – F3E – PAD
Réunion du groupe-pays Mali	Siège de CUF	26 juin (matin)	CUF
Réunion du groupe-pays Sénégal	Siège de CUF	27 juin (matin)	CUF
Réunion du groupe Casamance	Siège de CUF	27 juin (après-midi)	CUF
Congrès des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe du Conseil de l'Europe	Strasbourg	27-29 juin	Conseil de l'Europe
Réunion technique franco-slovaque	Jilina	Fin juin	SCAC
3 ^{ème} Forum mondial des droits de l'homme	Nantes	30 juin au 3 juillet	Nantes / Commission CGLU
Réunion du Bureau exécutif de CUF	Siège de CUF	1 ^{er} juillet	CUF
Université d'été du CRID	Nantes	2 – 5 juillet	CRID
1 ^{ères} Rencontres régionales de la coopération transfrontalière, du développement durable, des territoires et de la CD dans les Balkans	Sofia	3 et 4 juillet	MAEE
Réunion du groupe-pays Croatie	Siège de CUF	10 juillet (matin) à confirmer	CUF
Réunion du Bureau mondial de Cités et Gouvernements Locaux Unis	Quito	10 – 11 juillet	CGLU
3 ^{ème} conférence du réseau des collectivités européennes (COEPPPO)	Venise	25 – 27 septembre	COEPPPO
Semaine européenne des régions et villes	Bruxelles	6 – 9 octobre	Comité des Régions



Rencontres franco-québécoises	Québec	8 – 10 octobre	MAEE, ARF
Forum Urbain Mondial – ONU Habitat	Nankin	13 – 17 octobre	ONU – Habitat (CGLU partenaire)
Assises mondiales du Forum du Tourisme Solidaire (FITS)	Bamako	20 – 22 octobre	FITS
1ères Rencontres franco-japonaises des collectivités territoriales	Nancy	27 – 28 octobre	Ville de Nancy, Grand Nancy, Macee, CUF, Ambassade du Japon-CLAIR
Congrès triennal de Métropolis	Sydney	22 – 25 octobre	Métropolis
Journées Européennes du Développement (JED)	Strasbourg	15 – 17 novembre	Commission européenne – Présidence française de l'UE
Colloque coopération décentralisée franco-nigérienne	Juvisy sur Orge, CG Val de Marne et Paris	Semaine du 24 au 28 novembre	Programme ANIYA – groupe-pays Niger
Réunion du Conseil mondial de CGLU	Istanbul	28 – 29 novembre	CGLU
Atelier de la coopération décentralisée franco-turque	Istanbul	28 novembre	CUF - AFD



COLLECTION « GROUPE - PAYS » : 25 EUROS

- ❖ Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
- ❖ Dossier pays ROUMANIE (2005)
- ❖ Dossier pays HONGRIE (2005)
- ❖ Dossier pays POLOGNE (2004)
- ❖ Dossier pays CROATIE (2006)
- ❖ Dossier pays SLOVAQUIE (nouvelle édition à paraître)
- ❖ Dossier pays CHINE (2004)
- ❖ Dossier pays JAPON (2007)
- ❖ Dossier pays MAROC (2007)
- ❖ Dossier pays TUNISIE (2005)
- ❖ Dossier pays LIBAN (2007)
- ❖ Dossier pays ISRAËL (2007)
- ❖ Dossier pays PALESTINE (à paraître 2008)
- ❖ Dossier pays BRÉSIL (2006)
- ❖ Dossier pays NICARAGUA (2006)
- ❖ Dossier pays CUBA (à paraître 2008)
- ❖ Dossier pays SENEGAL (octobre 2007)
- ❖ Dossier pays MAURITANIE (à paraître 2008)
- ❖ Dossier pays MALI (à paraître 2008)
- ❖ Dossier Pays AFRIQUE CENTRALE (à paraître 2008)

COLLECTION « GROUPE - PAYS » : 40 EUROS

(comprenant le Répertoire des partenariats)

- ❖ Dossier pays VIETNAM (2005)

REPERTOIRES DES PARTENARIATS DE COOPERATION DECENTRALISEE : 15,00 EUROS

- ❖ franco- polonais
- ❖ franco- roumains
- ❖ franco- tchèques
- ❖ franco- hongrois
- ❖ franco- chinois
- ❖ franco- japonais
- ❖ franco- algériens
- ❖ franco- marocains
- ❖ franco- tunisiens
- ❖ franco- libanais
- ❖ franco- israéliens
- ❖ franco- palestiniens
- ❖ franco- tunisiens
- ❖ franco-américains
- ❖ France - Amérique Latine et Caraïbe
- ❖ franco-sénégalais
- ❖ franco-togolais
- ❖ franco-burkinabés
- ❖ franco-maliens
- ❖ franco-malgaches
- ❖ franco-bénoinois
- ❖ franco-mauritaniens

COLLECTION « REFLEXIONS » : 15 EUROS

- ❖ Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale (2003)
- ❖ Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé (2003)
- ❖ Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne (2002)
- ❖ Les instruments juridiques de la coopération décentralisée (2006) - **La nouvelle édition refondue paraîtra en mai 2008 !**
- ❖ L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires (2006)
- ❖ Migrants et collectivités territoriales (2008)



OUVRAGES HORS COLLECTION

- ❖ Actes des 2èmes Rencontres franco-algériennes des maires et présidents de collectivités territoriales (2005) :
25 euros
- ❖ Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D. (2005) :
15 euros
- ❖ L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée :
10 euros
- ❖ Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique-2 volumes (2000) :
10 euros

DVD

- « Voter en Palestine » (2007) :
21 euros

BON DE COMMANDE à retourner à Cités Unies France Fax : 01 53 41 81 41

Nom
Prénom.....
Fonction.....
Collectivité.....
Adresse.....
CP..... Ville.....
Tél. :.....Fax :.....
Courriel :.....

- Je joins un chèque deeuros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)
- Je paye par virement administratif (joindre le bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi – 5€ pour l'étranger

Pour plus d'information, merci de contacter :
Katarina FOTIC :
Courriel : peco@cites-unies-france.org

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande sur le site Internet de Cités Unies France :
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46>

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : coop-dec@cites-unies-france.org

Directeur de publication : **Charles Josselin**

Rédacteur en chef : **Bertrand Gallet**



9, rue Christiani 75018 Paris • Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 • Fax : (+33/0)1 53 41 81 41
Site Internet : www.cites-unies-france.org
Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org
Pour s'abonner à la Lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org